

Sommaire

Front uni contre la vie chère.....	1
Argumentaire « Vie chère ».....	1
Le kit de campagne.....	6
Programme populaire partagé.....	6
Propositions de loi des sénateurs communistes.....	6
Expulsions locatives et garantie d'un droit au logement effectif.....	6
Politique énergétique de la France.....	7
Communication.....	8
Aide à la communication.....	8

FRONT UNI CONTRE LA VIE CHÈRE

Dans le prolongement des décisions du dernier conseil national, le Parti Communiste engage une campagne nationale intitulée "Front uni contre la vie chère".

A l'heure où la précarité explose, où la dégradation salariale touche une immense majorité des salariés et où les retraites sont en perpétuel recul, finir les fins de mois devient de plus en plus difficile pour un nombre sans cesse plus important de ménages.

Avec cette campagne nous voulons dénoncer la situation insupportable imposée à notre peuple, mais aussi avancer un grand nombre de propositions pour mettre en œuvre d'autres choix. Ces propositions, dont quelques-unes sont pointées dans la pétition, nous voulons les populariser très largement. A l'heure où les grands médias ne s'intéressent qu'à la scénarisation de 2012 nous voulons mettre au cœur du débat politique la question sociale.

Avec cette campagne, donnons-nous l'ambition d'aller à la rencontre de centaines de milliers d'hommes et des femmes, donnons nous l'ambition de faire grandir les exigences sur l'augmentation des salaires, le blocage des prix et la taxation des profits.

Le premier grand rendez-vous est fixé le 3 juin avec un premier dépôt des pétitions avant l'ouverture de la conférence nationale.



Taxer les profits et la spéculation



Avec le Front de gauche mettons nos forces en commun

ROBERT INJEY

Argumentaire « Vie chère »

Argumentaire 1 - La vie chère au quotidien

Le logement

Constat :

Le logement est un reflet et un générateur de nouvelles inégalités : l'augmentation du logement pénalise en premier les plus modestes.

A la panne de l'ascenseur social se superpose la panne de l'ascenseur résidentiel : pas de possibilité d'améliorer sa condition résidentielle lors d'un changement de logement.

- La dépense moyenne engagée par les ménages pour se loger a augmenté de 23% entre 2002 et 2007.
- 3.5 millions de femmes et d'hommes vivent dans des logements indignes ou sont sans-abris
- 80% des français estiment qu'il est aujourd'hui difficile de trouver un logement
- Il y a, fin de l'année dernière, 1 230 136 demandes de logements sociaux sans réponses. La crise du logement touche d'une manière ou d'une autre 10 millions de personnes en France et se traduit par une hausse des loyers. Le coût du logement, dans le secteur privé, représente pour les familles les plus modestes jusqu'à 50% du revenu.
- Seuls 32 communes en 10 ans ont atteint le taux des 20% de logements sociaux sur 931 communes concernées par la loi.
- 44 % des communes d'Ile-de-France (83 sur 181) ne respectent pas la loi SRU. Parmi les plus hors la loi : Neuilly-sur-Seine avec 3,6% de logements sociaux.
- Petit rappel : La loi SRU, votée en 2000, impose aux communes de plus de 3 500 habitants d'atteindre un quota de 20 % de logements sociaux, et prévoit un système de pénalités financières en cas de manquement à cette obligation

Propositions du PCF :

- Limiter le montant des loyers à 20% du revenu des familles
- Blocage des loyers
- Interdire les expulsions locatives de toute personne et famille en difficulté économique et sociale
- Réquisitionner les logements vacants.
- Reconnaître le droit au logement comme un droit universel
- Créer un service public national et décentralisé du logement et de l'habitat
- Faire respecter la loi SRU et l'élargir en remontant à 30% en zone de tension et 25% sur le reste du territoire le seuil minimal de logements sociaux.

Énergie / Alimentation

Constat :

- Depuis 2004, le gaz a augmenté de 60%
- La précarité énergétique touche 13% des ménages en France. Les ménages limitent leur consommation et souffrent du froid pour des raisons financières.
- Essence : super sans plomb + 11% en un an ; gazole : +14% en un an
- Certains produits alimentaires vont augmenter de 20% :
 - - les farines : + 15 à 20%
 - - les pâtes : + 5 à + 10%
 - - le café : + 10 à +20%
 - - l'huile : + 5 à + 8%
- Les spéculateurs profitent de toutes les opportunités (crises politiques, sociales) pour spéculer sur les matières premières, à l'image des céréales dont les prix à doublé en 1 an, de l'augmentation du baril de pétrole avec les soulèvements en Libye...

Propositions du PCF :

- Création d'un véritable service public de l'eau pour la mise en œuvre de prix inférieurs à ceux pratiqués par le privé.
- Renationaliser EDF/GDF.
- Instaurer un prix maximal à la pompe, une diminution de 5% de la TIPP (58% du prix de l'essence), financée par la taxation des compagnies pétrolières.
- Blocage du prix d'un ensemble de première nécessité.

Argumentaire 2 - A qui profite la hausse des prix ?

Constat :

La période actuelle est marquée par la crise financière et ses conséquences. Avec une dette publique qui explose à cause de la récession, et le coût du sauvetage des banques et des marchés financiers. Sarkozy, FMI, UE et Medef font payer la crise aux peuples et au monde du travail

De tous les côtés, c'est le renforcement de l'exploitation capitaliste, pour augmenter la rentabilité financière des capitaux :

La précarisation et l'intensification du travail avec son cortège de souffrances au travail et de drames.

L'allongement de la durée du travail avec la réforme des retraites .

Le retour de l'inflation qui rabote les revenus des plus modestes d'abord !

Ce retour de l'inflation n'est pas le fait des salariés puisque la rémunération du travail et des prestations sociales sont en recul par rapport à la hausse des dépenses incompressibles (loyers, EDF...). Ce n'est pas non plus le fait des dépenses publiques utiles puisque là encore la part des rémunérations publiques dans le PIB baisse (OCDE).

Par contre les premiers à supporter le retour de l'inflation ce sont les salariés les plus modestes, au travers du blocage des rémunérations des fonctionnaires, de la prime fantôme pour ceux du privé, de la perte du pouvoir d'achat, des retraites...

L'inflation a des causes et elle n'est pas perdue pour tout le monde !

- Une inflation importée due d'abord aux spéculations, notamment sur les matières premières et aux dérégulations des marchés,
- La répercussion dans les prix des frais financiers (coût des crédits) par les entreprises non financières
- La hausse des prix permet de relever artificiellement la rentabilité de certains placements et capitaux (immobilier...)
- Le libéralisme et les déréglementations (dépassements d'honoraires...)

Il y a des bénéficiaires de l'inflation : les marchés, les banques, les spéculateurs, les entreprises qui peuvent jouer sur les prix relatifs entre leurs filiales en France et à l'étranger, les grands groupes qui font supporter aux sous traitants, et tous les acteurs en position dominantes sur des marchés où l'offre est trop étroite et déformée (logements) ...

Propositions du PCF :

Lutter dès maintenant contre la vie chère

- Blocage du prix de l'énergie.
- Blocage des loyers

- Blocage du prix d'un ensemble de produits de première nécessité
- Mise en place d'un dispositif pour la totale transparence des taux de marges des activités, notamment celles liées à l'énergie, la grande distribution et les banques.
- Création d'une contribution spécifique pour les grands groupes intervenants dans ces secteurs.

Argumentaire 3 - Une forte dégradation salariale

Constat :

Le salaire réel par tête dans les sociétés non financières a diminué de 1% en 2009 et de 0,8% en 2010, il va reculer à nouveau en 2011.

Cela touche de plein fouet les familles les plus modestes dont les dépenses contraintes (logement, assurance, électricité, gaz, télécommunications..), représentent jusqu'à trois quarts des revenus.

8 millions de français (13% de la population) vivent sous le seuil de pauvreté, et entre 1,9 et 3,7 millions de personnes vivent dans un ménage pauvre dont le chef de famille dispose d'un emploi.

La majorité des salariés est touchée par les bas salaires : 50% des Français gagnent moins de 1 580€ nets par mois et 70 % des salaires mensuels nets de tous prélèvements sont inférieurs à 2074€.

Pourtant les gains de productivité du travail dans les entreprises auront été de 0,6% en 2010 et sans doute plus en 2011, et le patronat refuse toute négociation générale sur les salaires.

Cette dégradation salariale et ce blocage patronal sont les ingrédients de la montée du mécontentement et de la grande défiance à l'égard de tout ceux qui cautionnent les politiques d'austérité en France et en Europe.

Au menu de 2012 : Promesses et austérités

Pour répondre à ce mécontentement Nicolas Sarkozy promet une « prime » aux salariés dans les seules grandes entreprises où il y aura « une forte augmentation des dividendes » et dans les petites « si ça va mieux ».

Pour inciter les entreprises à jouer ce jeu-là on leur promet de nouvelles exonérations de cotisations sociales... Ce qui aura pour effet d'alourdir le déficit de la Sécu !

Ce marché de dupes tente de faire oublier le « Pacte pour l'euro plus » interdisant toute hausse générale des salaires et des augmentations inférieures aux gains de productivité.

Une politique d'austérité, efficace pour les profits financiers et les grandes fortunes, mais qui pénalise l'emploi et la croissance.

Ancrer au traité de Lisbonne, la politique de Sarkozy comme le programme du PS, présente plusieurs constantes :

- Pas de coup de pouce au SMIC ;
- Pas d'augmentation générale des salaires ;
- Freinage systématique de la masse salariale dans la fonction publique ;
- Poursuite de la baisse des cotisations sociales patronales.

Propositions du PCF :

Revaloriser le travail

- Création d'une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu de chacun-e.
- Sensible augmentation du SMIC et des minima sociaux avec un salaire minimum porté tout de suite à 1 600€ bruts par mois.
- Une contribution immédiate des grandes fortunes, via un renforcement de l'ISF, pour redonner à l'État les moyens de conserver et créer des emplois utiles dans l'éducation, la santé, la police.
- Refonte du Code du travail pour abolir la précarité et établir l'égalité femme-homme

Argumentaire 4 - Les marchés financiers contre l'investissement et l'emploi

Constat :

La domination des capitaux financiers et leurs exigences de revenus (intérêts et dividendes) exercent une pression terrible sur les salaires et la qualité des investissements.

Cette domination se traduit par :

- L'envolée des bénéfices nets des sociétés du CAC 40 (83 milliards d'euros en 2010), distribués à plus de 40% sous forme de dividendes.
- Des intérêts versés aux banques et des dividendes payés aux actionnaires qui atteignent 326,2 milliards d'euros en 2009, dans les sociétés non financières, et absorbent 34,11% de la valeur ajoutée (richesses nouvelles) produites.
- L'explosion des profits des principales banques françaises, alors que celles-ci, continuent de bénéficier de larges aides publiques (dont un taux de refinancement de 1% auprès de la BCE),
- Une politique du crédit au profit des opérations financières, de la spéculation et des délocalisations, au détriment des PME et de l'investissement productif.
- L'économie réelle particulièrement affaiblie en France championne du monde de l'exportation de capitaux! En 2009 les actifs des entreprises françaises à l'étranger = 58,6% du PIB, contre seulement 40% pour l'Allemagne, 22% pour les USA, et 14% pour le Japon !

Propositions du PCF :

Reprendre le pouvoir sur l'argent

- Suppression des 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales.
- Taxer les revenus financiers des entreprises.
- Moduler l'impôt sur les sociétés et les cotisations sociales pour pénaliser les entreprises qui délocalisent, qui développent leurs placements financiers, ou qui se servent des nouvelles technologies pour supprimer des emplois et dégrader les conditions de travail.
- Créer un Pôle public bancaire et financier pour développer un autre logique du crédit à partir de la Caisse des Dépôts et Consignations, des banques semi-publiques, mutualistes ou coopératives, et de banques nationalisées.
- Créer un « Fonds national de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus » alimenté par le redéploiement de tous les fonds d'État créés depuis 2007-2008 et les fonds publics dévolus aux exonérations de cotisations sociales patronales. Ce fond prendrait en charge les intérêts versés aux banques par les entreprises sur leurs crédits pour les investissements en fonction de critères basés sur la création d'emplois, la formations, les progrès écologiques et l'augmentation de la masse salariale.
- Transformer la BCE et la Banque de France. Création d'un Fond européen de développement social, écologique et solidaire au service de l'emploi et des investissements utiles.
- Création de pouvoirs nouveaux pour les salariés et leurs représentants dans leurs entreprises, ainsi que des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales.

Bonus

Laurence Parisot assure que la richesse est bien partagée en France : la blague !

Quelques chiffres significatifs :

- 10.3 milliards d'euros de profits pour Total en 2010 sans aucune imposition sur la société.
- Liliane Bettencourt devrait être imposée à 4% en 2011. La femme la plus riche de France se verra donc appliquer le même taux qu'un contribuable touchant 1.300 euros net par mois. Elle bénéficie de la réforme de l'impôt sur la fortune.

- Bénéfices nets des sociétés du CAC 40 en 2010 : 83 milliards d'euros, 40% de dividendes reversés aux actionnaires et une imposition de seulement 8%. En plus de ces bénéfices records, les grands patrons du CAC 40 augmentent leurs salaires de 24%.
- Plus on est riche, moins on paie d'impôt : pour 36 000€ de revenus annuels familiaux, l'impôt s'élève à 25% alors que pour 100 000€ de revenus annuels familiaux, il s'élève à 17%.
- ¼ des salariés gagne à peine 25€ par jour.

Le kit de campagne

Le Dossier sur le site : <http://www.pcf.fr/9200>

Téléchargez le tract : http://www.pcf.fr/sites/default/files/exe_tract_vie_chere_coul.pdf

Téléchargez l'affiche : http://www.pcf.fr/sites/default/files/aff_vie_chere_hauteur_v2.pdf

Téléchargez l'argumentaire : <http://www.pcf.fr/9463>

Téléchargez la pétition : http://www.pcf.fr/sites/default/files/petition_viechere.pdf

Signez la pétition : <http://www.pcf.fr/9472>

PROGRAMME POPULAIRE PARTAGÉ

Nous mettons à la disposition des communistes la contribution du Parti communiste français au programme populaire partagé du Front de gauche.

Le Parti de Gauche avait fourni un 1er texte de 15 000 signes à la fin février. Nous avons alors transmis le 6 avril un texte de 55 000 signes contenant nos propositions. Nous sommes en attente de retour de nos partenaires. Ce texte a été distribué au Conseil national des 8 et 9 avril. Depuis, plusieurs camarades du CN souvent responsables de secteur de travail ont amendé le texte.

Cette version de 60 000 signes est évolutive. Il est important que tous les communistes s'en saisissent pour l'enrichir et la mettre en débat parmi les citoyens et les citoyennes.

Sur le Web

Télécharger le document : http://www.pcf.fr/sites/default/files/ppp_v2.pdf

Consulter et réagir en-ligne : <http://www.pcf.fr/9422>

Propositions de loi des sénateurs communistes

Deux propositions déposées par les sénateurs communistes et ont été examinées en séance cette semaine.

Expulsions locatives et garantie d'un droit au logement effectif

Droit au logement : le gouvernement confirme rester « Hors la Loi »

Alors que les sénateurs du groupe communiste, républicain et citoyen ont proposé l'adoption d'un texte de loi proposant l'interdiction des expulsions locatives sans relogement et notamment pour les prioritaires DALO, cela conformément aux préconisations du comité de suivi DALO et du Conseil Economique, Social et Environnemental, cette proposition de loi n'a pas été adoptée.

En effet, l'UMP a voté contre ainsi que l'Union Centriste.

Les sénateurs du groupe CRC-SPG regrettent qu'une nouvelle fois, alors que le constat du mal logement est partagé et que chacun reconnaît les conséquences dramatiques des expulsions locatives sans relogement, aucune solution ne soit proposée. Le gouvernement et la droite se cachent, en effet, derrière le droit de propriété. L'argument est facile lorsque l'on sait que ce même gouvernement consacre moins de 1 % du PIB à la politique du logement.

Derrière le slogan du « tous propriétaires », se cache donc la marchandisation du logement.

Les sénateurs du groupe CRC-SPG continuent de penser que le droit pour chacun d'avoir un toit est un droit fondamental, constitutionnellement reconnu et que ce droit ne peut souffrir d'aucune entorse. Ils estiment que des solutions existent comme celles de la réquisition des logements vacants ou encore de l'encadrement des loyers à la relocation.

La crise sociale et la crise du logement que traverse notre pays nécessitent du courage politique et des engagements financiers conséquents.

Les sénateurs du groupe CRC-SPG ont, par conséquent, également réaffirmé leur volonté de création d'un service public du logement et la nécessité de mise en oeuvre d'un grand chantier de construction de logements, au bas mot d'un million, parce que sans construction de logements sociaux, le droit au logement opposable restera malheureusement un «droit fictif».

Paris, le 5 mai 2011

Plus d'information

La proposition de Loi : <http://www.groupe-crc.org/Il-faut-garantir-un-droit-universel-au-logement-effectif.html>

L'intervention d'Odette Terrade : <http://www.groupe-crc.org/L-Etat-doit-respecter-ses-engagements-en-faveur-du-droit-au-logement.html>

L'intervention de Nicole Borvo Cohen-Seat : <http://www.groupe-crc.org/Le-quotidien-de-bon-nombre-de-nos-concitoyens-est-celui-des-difficultes-de-logement.html>

Politique énergétique de la France

LA PROPOSITION DE RÉOLUTION DES SÉNATEURS DU GROUPE CRC-SPG RELATIVE À LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE SOUTENUE PAR L'ENSEMBLE DE L'OPPOSITION AU SÉNAT!

Le Sénat a débattu ce matin d'une proposition de résolution sur la politique énergétique de la France, déposée par les sénateurs du groupe CRC-SPG. Au regard de l'ampleur des enjeux humains, environnementaux et économiques liés aux questions énergétiques, les sénateurs ont considéré qu'il était grand temps que soit initié un véritable débat public sans tabou sur les questions énergétiques, et que les femmes et les hommes politiques assument et expliquent clairement à la population leur projet énergétique.

A cette occasion, ils ont rappelé la nécessité absolue de changer la politique énergétique actuelle conduite selon des logiques marchandes de rentabilité à court terme et de rémunération de l'actionnariat, logiques incompatibles avec les exigences sociales et environnementales que la France devrait porter.

Ils ont dénoncé les effets pervers de cette politique libérale, qui multiplie la sous-traitance et les délocalisations de production de pièces notamment dans le secteur nucléaire, sur les garanties de sécurité et d'indépendance énergétiques.

Votée par les sénateurs socialistes, verts et la gauche du groupe RDSE, cette proposition de résolution détaille un projet énergétique alternatif à travers la maîtrise publique du secteur énergétique, le renforcement de la participation des salariés et des citoyens, le renforcement des moyens alloués à la recherche

fondamentale, une régulation des prix pour garantir le droit à l'énergie à tous, et un statut protecteur de l'ensemble des salariés du secteur.

Paris, le 5 mai 2011.

PLUS D'INFORMATION

La proposition de Loi : <http://www.groupe-crc.org/La-politique-energetique-doit-etre-degagee-des-logiques-marchandes-et-relevee-de-la-maitrise-publique.html>

L'intervention de Jean-Claude Danglot : <http://www.groupe-crc.org/Nous-devons-rompre-avec-les-logiques-marchandes-et-financieres-qui-aggravent-les-risques-et-la-pollution.html>

L'intervention de Mireille Schurch : <http://www.groupe-crc.org/Les-collectifs-de-travail-la-cooperation-la-transmission-des-savoir-faire-sont-des-garanties-de-surete.html>

COMMUNICATION

Aide à la communication

Changer vraiment à gauche

Le souvenir du 21 avril 2002 reste vif dans la mémoire de tous ceux qui l'ont vécu, c'est-à-dire la plupart des Français. Non seulement ceux qui étaient alors en âge de voter mais ceux qui, le soir même, se mobilisaient, dont les jeunes, pour « lui barrer la route ». La possibilité de la réédition d'un tel scénario hante donc la politique française et il faut la regarder en face. Le problème n'est pas de l'occulter mais l'obligation de trouver les vraies réponses. De fait, les sondages concernant Mme Le Pen peuvent être agités jusqu'à faire comme si toute la vie politique française tournait autour du FN, ils n'en traduisent pas moins une réalité inquiétante, et cela d'autant plus que la montée des extrêmes droites, ou de ce que l'on appelle désormais, d'un terme passe-partout, les populismes, est d'actualité dans nombre de pays d'Europe, avec les mêmes thématiques. Immigration, indifférence des élites et des politiques au sort de leurs peuples, ravages d'une mondialisation génératrice de chômage et dépossédant les nations de leur pouvoir...

À ces thématiques, les extrêmes droites apportent des réponses semblables. Xénophobie, repli, rejet de la réflexion politique au profit du vote des frustrations et de la colère. Ces réponses sont les pires qui soient et elles sont illusoire et trompeuses. Car ce qui est en jeu, c'est la possibilité ou non de construire une Europe des peuples et du progrès social, de construire une alternative politique, véritablement de gauche, à l'Europe du capital, du dumping, de la concurrence entre les salariés, les pays, les régions. Il n'y a pas d'avenir dans le repli, la haine de l'autre, l'exaltation du sol, du sang, voire de l'identité nationale et des racines chrétiennes. Pas plus qu'il n'y a d'avenir dans l'Europe que dessinent Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, de gel des salaires, de privatisation des services publics, de soumission aux grands groupes. De ce point de vue et en France, la reprise par l'UMP des thèmes du FN n'est pas seulement électoraliste. Elle tend également à détourner l'attention de ses choix politiques, au service du capital.

La gauche, si elle veut vraiment changer le cours des choses, ne peut se laisser piéger. Candidat à la primaire socialiste, Manuel Valls est presque pathétique dans son rôle de chantre de l'ordre. C'est tout ce qu'un candidat socialiste aurait à proposer ? Ce n'est, dira-t-on, que Manuel Valls et c'est vrai. Mais c'est d'une certaine façon le signe du malaise de la gauche socialiste, et ce n'est certes pas l'attente de la primaire du PS qui peut tenir lieu de réponse politique à la droite, tandis que, l'idéologie ayant horreur du vide, ses thèmes occupent le terrain. Le risque, le piège, il est là. La probabilité de la réédition d'un 21 avril sera d'autant plus forte que le débat politique dérivera dans ce sens et que les réponses proposées à gauche n'en changeront pas les termes.

Sans attendre sa conférence nationale sur la candidature du Front de gauche, le PCF entend engager tout de suite le débat politique de l'élection présidentielle, avec la volonté que ce débat irrigue toute la gauche pour de réels changements. Il lance une campagne contre la vie chère et appelle à un meeting le 3 mai, contre « le pacte euro + » de Merkel et Sarkozy, pour une autre construction européenne. D'autres peuvent s'y mettre. La gauche en sera d'autant plus forte.

2012 : Sarkozy joue la concurrence/promotion de l'extrême droite

Tout changer pour que rien ne change ? La maxime du Guépard de Lampedusa prend-elle encore une fois tout son sens aujourd'hui ?

Quand Sarkozy prétend : « Je veux que les stock-options soient distribuées à tous les salariés et pas seulement à quelques privilégiés parce que tous contribuent à la richesse de l'entreprise » ? Ou : « Donner toujours raison aux emballements du marché, sacrifier le long terme au court terme, l'industrie à une exigence de rentabilité déraisonnable et l'emploi aux seuls cours de Bourse est un renoncement » ? Ou : « Opposer le salaire à l'emploi est une erreur » ? Ou : « Je veux moraliser le capitalisme financier parce que c'est la condition nécessaire pour réconcilier les Français avec l'économie » ?

C'est son discours de Charleville de décembre 2006 ; on peut en extraire chaque phrase et la comparer au chemin parcouru, cinq ans plus tard. Il faudrait se souvenir, alors, que les mêmes mots, fondus au creuset d'un message politique diviseur des Français entre eux, furent sa marque de fabrique toutes les années précédant son accession à la magistrature suprême et à celle d'une droite revancharde, versaillaise, décomplexée dira-t-on. La méthode fut bien plus efficace que le mantra « Tout sauf Sarkozy ».

La grande différence avec ces années de conquête est l'exercice du pouvoir, ajouté à une crise sans précédent du système capitaliste, pourra-t-on rétorquer. Le flop de la pseudo-prime « de 1 000 euros » à peine annoncé, de nouveaux cadeaux à ses amis les riches pourraient illustrer cela. Et pourtant, peut-on envisager l'horizon 2012 sans revenir à 2007 et comprendre 2007 sans penser à 2002 ? Soit la compréhension par la bourgeoisie, du grand patronat du CAC 40 à cette droite ultraréactionnaire, qu'une occasion historique était enfin ouverte en France d'en finir avec les idéaux de progrès social ouverts en 1936 et 1945 et réaffirmés en 1968, auxquels une partie même de la gauche renonçait. La crise n'a depuis fait que s'accroître et le discours de Grenoble, en juillet dernier, annonce les thèmes, repris, réactualisés et amplifiés d'un président en éternel labourage électoral.

Avec trois guerres en plus et la promotion du Front national, la campagne présidentielle qui se profile peut inquiéter par sa violence annoncée, qui n'aurait d'égale que celle qui tarabuste le pays et les victimes de cette crise et de cette politique. Le pari de Nicolas Sarkozy consiste à jouer une concurrence-promotion de l'extrême droite tout en plaçant ses amis en « défense » au centre droit et favoriser tout ce qui pourra diviser de nouveau et un peu plus le camp adverse. Les sondages et commentaires d'aujourd'hui peuvent-ils indiquer ce qu'il en sera à l'automne ou au printemps prochain ? Bien fol qui s'y fierait. Le désespoir, la colère, la souffrance que les premiers indiquent et que les seconds relèvent, à l'occasion, entre deux brevets d'honorabilité lepéniste, sont le lot de la plus grande part du peuple. Ces sentiments, le chef de l'État les creuse et va encore plus les fouailler ; ils ne peuvent donc suffire, pas plus que les seuls inventaire et constat des ravages de sa politique.

Rassembler là où l'on divise. Réconcilier lutte contre la crise et avancées sociales. Associer chacun et le plus grand nombre à la possibilité de rouvrir les portes de l'avenir... Ce sont là autant de défis posés à toutes celles et ceux qui rêvent d'une alternative, en ont besoin et veulent la faire vivre.

Augmentation des salaires

De l'escapade ardennaise du président de la République, le monde du travail peut tirer un enseignement utile : il y a toutes les raisons pour les travailleurs et leurs organisations syndicales d'engager le combat pour des augmentations de salaires.

Nicolas Sarkozy reconnaît aujourd'hui que la situation des entreprises s'est globalement améliorée et va même jusqu'à suggérer que, sur les 86 milliards versés aux actionnaires, une partie pourrait être attribuée aux salariés. Ce langage est apparemment en rupture avec le discours alarmiste entretenu jusqu'à présent pour tenter de justifier l'austérité.

Nicolas Sarkozy fait feu de tout bois. Il y a péril au Château, les clignotants restent bloqués au rouge, le cours présidentiel est au plus bas et l'on note dans la Cour murmures et défections. Cela impose quelques ajustements dans la communication. Le président des riches, le fondé de pouvoir du Medef, tente donc de modifier son image. Mr Hyde enfle la redingote du Dr Jekyll. Et voudrait tant rejouer à l'opinion publique le bon tour qui a si bien fonctionné en 2007.

Le pari est osé. Toute la politique qu'il a menée depuis les premières heures qui suivirent son élection, fêtée au Fouquet's, souligne la gravité de l'imposture. Le discours qu'il prononça à Charleville en décembre 2006 est un monument dans l'histoire de la démagogie et il est difficile d'imaginer que les salariés appauvris et précarisés des Ardennes comme des autres régions françaises aient perdu la mémoire au point d'oublier qu'ils ont été bernés par celui-là même qui est venu agiter le hochet de la prime.

Cette fameuse prime, annoncée dans un premier temps d'une valeur de 1 000 euros, serait obligatoirement versée aux salariés des entreprises qui accordent des dividendes aux actionnaires. Puis on n'évoqua plus le montant, et Christine Lagarde démentit son caractère obligatoire. Enfin, Sarkozy a précisé que n'étaient concernées que les entreprises ayant versé des dividendes « en forte progression ». Si cadeau il y a, ce sera donc pour les entreprises, qui se verront exonérées de cotisations pour les primes que les patrons voudront bien octroyer à leurs salariés. Sarkozy lui-même a donné ces précisions lors de sa visite à La Fonte ardennaise, vidée de ses salariés.

Ainsi s'achève une piètre mystification. Le pouvoir cherchait un effet d'agitation médiatique. Celui-ci a fonctionné brièvement. Nous eûmes même droit à une fausse controverse avec Laurence Parisot, qui vint dans les studios de France Inter affirmer avec un aplomb déconcertant que la répartition des richesses était « juste » dans notre pays. Beaucoup de bruit pour rien au moment où le gouvernement annonçait beaucoup plus sérieusement une nouvelle année de salaires gelés pour des millions de travailleurs de la fonction publique.

Le monde du travail retirera de cette variation sur la prime qu'une plus juste répartition des richesses passe par des augmentations de salaires. Cela vaut la peine de lutter □

Surloyers : mener la fronde

Lorsqu'on est retraité et que l'on voit tripler sa quittance par l'application d'un surloyer sur son logement social, que faire ? Se battre !

Cette affaire est exemplaire des effets de la politique gouvernementale en général, ceux de la loi Boutin en particulier. Il éclaire la portée du projet de société à l'œuvre dans la région capitale, sous couvert de « Grand Paris », voulu par le chef de l'État.

L'ex-maire de Neuilly, ville qui, on le sait, brille par son audace en la matière, vantait avant son élection « la France de propriétaires ». Sa mesure-phare en était la mise en vente des logements sociaux, soit donc l'exclusion de ce parc de leurs locataires les plus pauvres pour racheter leur logement et assumer ensuite tous les frais rents à son entretien ! Trois ans plus tard, le roi de la division et sa princesse de la droite dite « sociale » alourdisent la matraque du surloyer pour les nantis qui y demeurent en nombre. Il est bien connu que lorsqu'on en a les moyens, on préfère abuser du privilège exorbitant de vivre en HLM dans un quartier populaire, plutôt que résider dans la ville chère au cœur du président...

À y regarder de plus près, que ce soit en matière de logement, d'emploi industriel ou de salaires, la maxime du locataire de l'Élysée se résume encore et toujours à : laissez donc agir les forces du marché. Il faut « libérer la construction immobilière », déclare-t-il. Ne nous embarrassons plus avec la responsabilité publique : « Les pouvoirs publics doivent en revanche accompagner des mouvements et encourager des dynamiques qui sont largement spontanées. » Voilà une constante, si ce n'est une obsession, chez celui qui, voilà deux ans, en pleine crise de la « bulle » immobilière, lançait aux élus de Seine-et-Marne : « Vous voulez des bureaux ? Vous voulez des logements sociaux ? Vous voulez des logements ? C'est votre problème et ce n'est pas à l'État, ce n'est pas à l'administration de vous surajouter des problèmes. » Pourquoi se gêner : enrichissez-vous ou aidez les autres à le faire.

Et pendant ce temps, des centaines de milliers de mètres carrés de bureaux construits sur ces bases restent vides, tandis que des millions de Français subissent le mal-logement, voire l'absence de tout logement décent ou abordable. Et ne parlons pas des jeunes sans travail, lorsqu'un secrétaire d'État au Logement envisage qu'il serait tolérable pour un étudiant de louer le mètre carré d'une chambre de bonne à 40 euros par mois, lorsque le niveau moyen des loyers est, à Paris, de 23 euros, et que ces

taudis sont proposés à 60 euros par les propriétaires. Seraient-ils disposés, tous ces adeptes du bouclier fiscal, à ne vivre, ne serait-ce qu'un mois, dans les mêmes conditions que les victimes de leur politique ?

Il existe, fort heureusement, dans ce pays, des élus qui ont une haute ambition. On les retrouve du côté de ces maires de Seine-Saint-Denis ou du Val-de-Marne, ou d'ailleurs, singulièrement communistes et rejoints par d'autres élus du Front de gauche, qui s'opposent aux expulsions locatives comme ils mènent la fronde contre les surloyers, dans des villes, majoritairement de gauche, où ce sont eux qui supportent l'essentiel de l'effort en matière de logements sociaux. Sénatrice, comme Odette Terrade, ou député, comme Pierre Gosnat, ils déposent des projets de loi porteurs d'une tout autre ambition de justice sociale et de société en matière de droit au logement pour tous.

Voilà aussi des combats qui donnent une tout autre résonance à la chose publique et politique que le « tous pourris » et son lot de résignation et de division. Hâtons-nous de les rendre populaires...